

UGTA DE TIZI-OUZOU

«Menace sur la stabilité et l'équilibre fragile du pays»

L'union de wilaya UGTA de Tizi-Ouzou, qui a tenu une réunion d'évaluation des activités de ses différentes structures, vient de rendre publique une déclaration où elle fait état de son analyse sur la situation économique et sociale qui prévaut dans le pays et dans la région.

A travers cette montée au créneau, l'UGTA entend se rappeler au bon souvenir des syndicalistes autonomes qui ont animé et occupé à leur manière la scène sociale, à travers la mobilisation réussie des salariés de la Fonction publique et ce, sur l'ensemble du territoire national, pour revendiquer une réelle augmentation des salaires de tous les fonctionnaires, remettant de fait en cause les conclusions de l'accord passé entre le gouvernement et la Centrale syndicale UGTA. Manifestement, l'union de wilaya de Tizi-Ouzou, affiliée à cette dernière, n'a pas apprécié l'écho médiatique qui a été réservé à la mobilisation et aux actions de protestation de ces syndicats autonomes. Les syndi-

calistes de l'UGTA, qui n'ont soufflé mot sur le silence et le black-out observé par les médias publics autour de la mobilisation des milliers de fonctionnaires pour leurs revendications salariales et sociales disent, par contre «prendre acte de la discrimination dans le traitement de leurs activités de la part de la presse dite indépendante qui occulte les activités de notre organisation au profit de pseudo-syndicats (...)» Usant de leur rhétorique habituelle, les mêmes syndicalistes UGTA de Tizi-Ouzou dénoncent «les lenteurs inexplicables des pouvoirs publics quant à la prise en charge des conflits qui leur ont été soumis» et jugent inadmissible la situation qui en découlerait. La

situation actuelle qui prévaut sur le plan national «ne présage aucunement des lendemains meilleurs» de l'aveu de ces syndicalistes qui reprennent à leur compte le constat fait par ailleurs sur la dégradation qu'ils jugent «frappante et inadmissible du pouvoir d'achat (...)» générant la paupérisation de pans entiers de la société, menaçant la stabilité et l'équilibre bien fragiles du pays». Au plan local, l'UGTA enfourche le cheval «des blocages et lenteurs» qui caractérisent le développement local et interpelle les pouvoirs publics en vue «d'engager expressément une réelle politique de relance économique dans notre wilaya». Celle-ci accuse, selon les amis et camarades tizi-ouzouens de Madjid Sidi Saïd, «des retards considérables dans la mise en œuvre du programme de relance économique du président de la République». Ils (les syndica-

listes) expliquent ces retards par «l'absence inexplicable de l'état aggravé par une insécurité permanente à laquelle ces mêmes pouvoirs publics tardent à apporter des solutions concrètes». Pour noircir un peu plus le tableau, Ramdani Bachir et ses amis de l'union de wilaya l'UGTA, parlent de licenciements et de révocation de travailleurs et de leurs représentants syndicaux, au sein de certaines entreprises et institutions publiques, dénonçant de ce fait «l'interprétation unilatérale des pouvoirs publics du pacte économique et social conclu entre le gouvernement et la Centrale syndicale». Une menace à peine voilée de rupture de ce pacte social est brandie à l'adresse du ministre du Travail, de l'Emploi et la Sécurité sociale interpellé sur la non-prise en charge de certains dossiers qui lui ont été soumis.

S. A. M.

BOUIRA

Piquet de grève au technicum de Aïn-Bessem

Hier à 10h, les enseignants du technicum Barbar-Abdellah de Aïn-Bessem, à 25 km au sud-ouest de Bouira, ont observé un piquet de grève d'une heure pour protester contre les agissements d'un adjoint d'éducation. D'après une requête adressée au directeur de l'éducation et signée par 27 enseignants, il est fait état d'un comportement irresponsable d'un adjoint d'éducation envers une enseignante. Les faits qui se sont passés vers 10h et qui ont poussé les enseignants à observer une heure de grève, ne sont pas isolés, selon un enseignant qui s'est déplacé à notre bureau pour nous remettre la requête. D'après lui, cet adjoint d'éducation, qui a outrepassé ses prérogatives en insultant l'enseignante et en l'humiliant devant ses élèves, n'en est pas à sa première bêtise. Les comportements de cet adjoint et face au silence des responsables du lycée, les enseignants ont décidé de réagir à leur manière, en observant un piquet de grève d'une heure et en s'adressant directement au directeur de l'éducation afin qu'il mette fin aux agissements de ce fonctionnaire en le mutant vers un autre établissement. Dans l'après-midi, nous avons appris que le directeur de l'éducation a dépêché une commission d'enquête sur les lieux afin de faire la lumière sur cette affaire et prendre les décisions qui s'imposent.

Y. Y.

LOGEMENTS À L'EST DU PAYS

Des chiffres et des réalités

La lecture des chiffres de livraison des logements tous programmes confondus et des prévisions de lancement des travaux pour la réalisation d'autres, indique que le ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme devrait être au rendez-vous de l'échéance fixée, c'est-à-dire 2009.

Il s'agit de l'année prévue pour la concrétisation totale du programme quinquennal 2005/2009 du million de logements. Particulièrement, à l'est du pays où, selon les mêmes chiffres, 421 198 logements auraient été réalisés à fin 2007 dans 16 wilayas.

Avec un pourcentage de réalisation de 54,92% au titre des livraisons et 54,53% pour ce qui est des programmes lancés en 2007, le logement rural occupant la première place. Théoriquement, le ministère en charge de ce programme quinquennal

marque des points. Sur le terrain, la réalité est tout autre avec des centaines de chantiers à l'arrêt depuis des années, des malfaçons, des entreprises de réalisation fantômes et d'autres avec seulement deux ouvriers, une pelle et une brouette.

Le ministère semble avoir poussé le bouchon trop loin en avançant de tels taux tant en livraison qu'en réalisation au moment où la crise du logement a atteint son paroxysme dans les grandes villes, notamment Constantine, Annaba, Sétif,

Batna, Skikda. En affirmant que son département a recensé ces dernières années 140 000 habitats précaires dans les mêmes wilayas de l'Est, M. Noureddine Moussa, ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme, est loin de la vérité. «Un projet de lutte contre l'habitat précaire est en cours d'élaboration.

Une commission sera mise en place pour l'étude des 40 000, 30 000 et 70 000 habitats précaires», avait annoncé M. Moussa

Noureddine, lors de la rencontre régionale organisée dimanche dernier à Annaba. Quand on sait qu'à elle seule Annaba en compte 19 000, il n'est pas sûr que le ministre ait une claire idée du chiffre réel. D'autant que dans ces

mêmes grandes villes, le nombre de bidonvilles s'est multiplié par trois ces dernières années. Des milliers de familles y vivent sans eau courante et sans électricité.

Et dire que 67 758 logements ont été réceptionnés dans les 16 wilayas dont, tous programmes confondus, 11 658 à Sétif, 6 278 à Batna, 6 603 à Tébessa, 5 845 à Bordj-Bou-Arréridj, 5 507 à Constantine, 4 273 à Annaba, 3 935 à Guelma, 3 548 à Mila, 3 545 à Khenchela, 3 159 à Biskra, 2 943 à Oum-El-Bouaghi, 2 669 à Jijel, 2 642 à Souk-Ahras, 1 994 à Skikda, 1 611 à El-Tarf et 1 549 à El-Oued. La plupart de ces logements n'ont pas été attribués pour cause de bureaucratie, calculs politiques et autres

arguments fallacieux. «Les logements réceptionnés doivent être immédiatement attribués aux bénéficiaires», a martelé M. Noureddine Moussa. Il se contredira lors du point de presse lorsque, interrogé sur le retard des attributions des logements livrés, il a indiqué : «Mon département a pour mission de réaliser des logements.

Les attributions ne sont pas de mon ressort.» C'est un nouveau livre de records que M. Noureddine Moussa veut imposer à l'opinion publique même si les chiffres avancés sont loin des réalités du terrain.

Dans le bilan 2007 présenté à Annaba, il est question de maturation des études de réalisation, de réévaluation,

d'amélioration de la qualité, des aménagements extérieurs, d'innovation dans l'acte de bâtir, de la contribution du bénéficiaire... Rien, par contre, sur les moyens financiers engagés par l'Etat et les milliards engloutis dans des logements inhabitables.

Quant au suivi et contrôle, les centaines de chantiers en souffrance depuis des années pour cause d'indisponibilité de ciment et autres matériaux, ces aspects auraient été soulevés par les cadres du secteur loin des oreilles indiscrettes, surtout celles des représentants de la presse. Ils ont été poliment déclarés persona non grata durant les travaux qui avaient duré toute une journée.

Abdelbaki D.

ORAN

Des parents d'élèves du primaire réagissent

L'issue du mouvement de grève et de protestation des lycéens est à peine acquise que d'autres voix s'élèvent pour qu'à leur tour elles interpellent le ministre de l'Éducation. La façon avec laquelle a été enclenchée la réforme des programmes scolaires à tous les paliers, pose en même temps des problèmes dans la forme et dans le fond.

Ainsi, peu de temps avant le début du mouvement des lycéens, il s'est trouvé à Oran des parents d'élèves du primaire qui, au travers d'une pétition, s'inquiétaient ouvertement du sort de leurs enfants.

Le texte, accompagné d'une cinquantaine de signatures et qui a été transmis à la Direction de l'éducation et à la Fédération des parents d'élèves, soulève la charge de travail trop importante qui est exigée des enfants de la 2^e à la 5^e année à peine âgés de 7 à 10 ans. Plusieurs devoirs par mois, de nom-

breuses matières et leçons souvent compliquées, des exposés, des travaux manuels, etc. Une mère de famille nous explique la situation : «mon garçon est en 4^e année, je vous assure qu'il souffre, il est déjà stressé, il se plaint constamment de migraine ! Quand son père l'accompagne à l'école, il a peur de rentrer en classe». Et une autre mère de famille de surenchérir : «Nous parlons souvent entre nous, de plus en plus on constate que nos enfants sont stressés, ont des crampes, des vomissements

et souvent consultent le médecin... Il faut voir ce que l'on demande et les matières qu'ils ont, on voudrait en faire des génies... trois quarts des leçons n'ont aucune raison d'être pour des enfants de cet âge et de ce niveau...» Autre indice soulevé encore par ces parents et qui, selon

eux, ces programmes n'ont aucune commune mesure avec ce qui peut être admis et attendu d'enfants du primaire, c'est là encore l'émergence, dorénavant de cours privés pour des enfants de 2^e année.

Rien de plus ahurissant !
Dans le texte de la pétition,

GRÈVE ANNONCÉE PAR L'ONEA

Menace à l'arme blanche et dégradation de l'enceinte universitaire

Telles sont les principaux points mentionnés dans un communiqué remis, hier, à notre rédaction, où l'Organisation nationale des étudiants algériens (ONEA) déplore la situation actuelle qui prévaut à l'université. «Absence de sécurité, d'hygiène et manque flagrant dans l'encadrement». Ajoutez à cela, nous dira un des représentants des étudiants, «l'agression à l'arme blanche d'étudiants par un agent de sécurité dans l'enceinte même de l'ami M. Mourad-Salim». Dès lors, au vu de

cette dernière situation dramatique, nous dira notre interlocuteur, l'ONEA s'est réunie et a décidé d'une grève qui aura lieu à l'université d'Es-Senia, à l'IGMO, à partir d'aujourd'hui. Il est question d'un sit-in devant la direction de l'université jusqu'à la satisfaction de toutes les revendications estudiantines. Celles-ci s'articulent autour de plusieurs points, entre autres la nécessité d'impliquer les représentants des étudiants dans les prises de décision qui concernent l'étudiant ; ne plus permettre

ce type d'agression et d'humiliation des étudiants ; réviser la méthode selon laquelle est géré le système LMD, tout en prenant en considération le manque de moyens financiers et l'encadrement ; la nécessité d'enclencher une enquête au plus haut niveau du ministère de tutelle pour se pencher sur la gestion financière au niveau de l'université ; mettre un terme à la dégradation de l'environnement universitaire qui ternit son image et sa symbolique...

A. B.

M. Fayçal